



Tribune Libre

**Le billet de la semaine: REDRESSEMENT FISCAL DE 30 MILLIARDS CONTRE L'HOMME D'AFFAIRES AMOUGOU BELINGA : LE PROBLEME N'EST PAS LE MONTANT**

Par Evariste FOPOUSSI FOTSO, Ministre du Shadow Cabinet en charge de l'Économie et des Finances du SDF

On peut dire tout ce qu'on veut du sulfureux homme d'affaires Amougou Belinga, mais on ne peut pas ne pas reconnaître qu'à l'instar d'un certain Donald Trump à une certaine époque pour les médias américains, il est difficile depuis un certain temps de trouver un média au Cameroun ou un réseau social qui boucle sans prononcer son nom.

Malgré l'écart entre leurs fortunes, leur point commun c'est qu'à la différence de la plupart de leurs homologues dont le démarrage est souvent tenu secret, ils ont été projetés à la lumière par les médias, journal l'Anecdote pour l'un et télé réalité pour l'autre. Et lorsque la lumière se braque sur un homme d'affaires, le premier à lui sauter dessus n'est autre que le fisc, pour dire plus simple, les impôts.

Ainsi selon les médias et les réseaux sociaux, Amougou Belinga aurait fait l'objet récemment

d'un redressement fiscal de près de 30 milliards. Contrairement à ce qui intéresse certains médias, particulièrement ceux de son groupe qui parlent du scandale du montant de ce redressement, pour nous, le problème que celui-ci pose en réalité n'est ni le principe du redressement car c'est prévu par la loi, ni son montant car tout dépend du volume et de la nature des affaires brassées, ni de sa camerounité car de nombreux autres opérateurs économiques camerounais se sont déjà vus notifier des montants supérieurs, même si au bout du compte, ils ont finalement payé moins puisque dans le régime pourri qui nous gouverne, le chemin des impôts est souvent insondable.

La particularité du cas d'Amougou Belinga, est la tournure qu'ont pris les événements. Alors que le processus transactionnel conformément à la loi était déjà engagé entre lui et le ministère des Finances pour régler le problème, un certain nombre de cadres des Impôts impliqués dans le processus, ont cru leur heure arrivée de faire fortune comme c'est le cas souvent dans le Renouveau de M. Biya et ont sauté dessus pour marchander l'issue finale en contrepartie d'un bakchich de 500 millions de francs CFA.

Une belle pêche en perspective. Mal leur a pris, car contrairement aux autres hommes d'affaires qui connaissent le prix de l'argent et choisissent souvent malgré eux la voie de la compromission pour éviter une épreuve de force suicidaire avec les pouvoirs publics dont ils sont surs de sortir perdants, le Zomloa est un pilier du régime aux reins solides. Sur de ses arrières et pour l'une des rares fois dans l'histoire du pays, il a pris soin de filmer toutes les transactions à l'insu des agents ripoux qui se croyaient en terrain conquis. Très introduit dans le milieu, il a porté l'affaire en justice, au risque d'impliquer toute la hiérarchie des impôts. Bien que cette dernière ne soit pas au-dessus de tout soupçon en matière de corruption, une étape est franchie dans les relations entre l'administration et les contribuables au Cameroun.

Avec le cas d'Amougou Belinga, la preuve est ainsi donnée qu'il existe de plus en plus de camerounais qui, à force de souffrir, ont vaincu la peur et sont en mesure de dire non à l'ogre corruptrice du régime. Qu'arriverait-il si un jour tous les camerounais décident au moins pendant quelques jours de ne rien donner aux gendarmes et policiers sur la route, aux infirmières, infirmiers et autres médecins véreux dans les hôpitaux, aux agents des impôts et des douanes etc., le Cameroun s'arrêterait-il de marcher ? Voilà un sujet qui doit commencer à intéresser les leaders des partis d'opposition et de la société civile qui se sont coalisés pour réclamer une réforme du code électoral.

Avec l'appui des leaders moraux comme l'archevêque Samuel Kleda qui a récemment fait une sortie remarquée contre la corruption, pourquoi ne pourront-ils pas un jour décréter par exemple un mois sans corruption au Cameroun ? On peut un peu rêver.

E. FOPOUSSI FOTSO, Ministre du Shadow Cabinet en charge de l'Économie et des Finances du SDF